

**Service public
d'Éducation
en danger**

L'école publique a besoin de la mobilisation de tous pour permettre la réussite de tous.

FSU-UNSA- SGEN-CFDT- CGT- SNETAA- SUD-Education et FCPE

A cette rentrée, plus de 800 postes ont été supprimés dans l'académie de Lille, postes d'enseignants des collèges et lycées, postes d'administratifs aussi. Dans le primaire, rien n'est fait pour répondre à la croissance démographique.

C'est la mise en œuvre du choix politique de « moins d'école, moins d'enseignants, moins d'heures de cours ».

Le résultat de ces suppressions se fait sentir dès cette rentrée : plus d'élèves dans les classes, des enseignements mal ou pas assurés, fermeture de sections. En classes maternelles, la scolarisation des élèves de 2 ans est de plus en plus remise en cause. Et il ne faudrait pas que les personnels soient malades, car les moyens de remplacement ont été si réduits qu'il ne sera pas possible d'assurer les remplacements

Qui peut croire qu'on fera mieux réussir tous les élèves dans des classes plus chargées avec moins d'heures de cours et moins d'enseignants formés ?

- Qui peut croire que les écoles, les collèges, les lycées fonctionneront mieux avec moins de personnels administratifs, de vie scolaire, sociaux, de santé, de psychologie ou d'orientation ?

A cela s'ajoute mesures provocatrices et propositions démagogiques.

La loi dite sur le service minimum a pour conséquence de reporter sur les communes et des personnels non qualifiés l'accueil des

élèves du primaire et pas seulement les jours de grève ! L'aide aux élèves (accompagnement éducatif) est renvoyée hors du temps scolaire, pour les seuls élèves volontaires, et après avoir supprimé des dispositifs d'aide individualisée qui existaient auparavant !

Toutes les mesures prises depuis l'élection de N.Sarkozy vont dans le même sens :

Dans une société plus inégalitaire, mise en place d'une école de la concurrence, qui va tourner le dos à la réussite de tous, où les inégalités sont acceptables parce qu'elles reposent sur les individus, élèves ou parents, qui auraient eu une « chance » dont ils n'auraient pas « profité ».

Et le ministre veut aller encore plus loin !

« J'ai proposé le non-remplacement de 13500 départs à la retraite » (X.Darcos, « Libération » du 9/7/2008)

Ce que nous voulons au contraire, c'est une Ecole plus juste dans une société plus juste.

Il faut une politique éducative ambitieuse qui réponde aux besoins des élèves, de tous les élèves, des familles, de la société ; il faut réduire les effectifs des classes, aider les élèves sur le temps scolaire, mieux former les enseignants...

Ne laissons pas faire... exigeons ensemble d'autres choix pour l'Ecole.